

N°85/CA du répertoire

N° 2000-105/CA du greffe

Arrêt du 08 novembre 2007

Affaire : DAGBA Eugène et DAGBA Marthe

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

C/

Préfet Zou et S/préfet Covè

La Cour,

Vu la requête en date du 02 août 2000, enregistrée au greffe de la Cour le 11 août 2000 sous le n° 799/GCS introduit par maître Raphaël Ahouandogbo, conseil de monsieur Dagba Eugène et madame Dagba Marthe, sollicitant l'annulation de l'arrêté n° 4/351/SG-SAD daté du 04 novembre 1996 par lequel le préfet du département du Zou les a expropriés d'un vaste domaine sis à Adogbé dans la sous-préfecture de Covè ;

Vu la lettre n° 3119/GCS du 20 novembre 2000 invitant le conseil des requérants à produire son mémoire ampliatif ;

Vu la mise en demeure adressée à celui-ci aux mêmes fins par correspondance n° 1146/GCS du 03 mai 2001 ;

Vu la communication faite au préfet des départements du Zou et des collines de la requête, du mémoire ampliatif et des pièces par lettre n° 790/GCS du 22 juillet 2003 pour ses observations ;

Vu la lettre de mise en demeure n° 0139/GCS du 27 janvier 2004 adressée au préfet du Zou et des collines pour ses observations ;

Vu la consignation constatée par reçu n° 1846 du 11 septembre 2000 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

DE = GRATIS.

Enregistré à Cotonou le 18-03-08
Fo. 11 Case 1935
Reçu GRATIS
L'inspecteur de l'Enregistrement



Amidatou Sory Man

[Signature]

[Signature]

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la cour suprême, remise en vigueur par la loi N°90-012 du 1^{er} Juin 1990 ;

Où le conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Lucien A. DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la Forme

Considérant que l'arrêté attaqué bien que daté du 04 novembre 1996, n'a été notifié aux requérants que par la lettre n° 4/115/PDZ/SG-SAD en date du 07 mars 2000 du préfet du département du Zou ;

Que les délais de recours contre cet acte ne commencent à courir à l'encontre des requérants qu'à partir de cette date de notification conformément à l'article 68 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 ;

Considérant que le recours gracieux des requérants est intervenu le 04 mai 2000 soit dans le délai de deux mois prévu par l'article 68 alinéa 1^{er} de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 ;

Qu'à la suite de la décision de rejet de l'administration par lettre n° 284/PDZ-SG-SAD du 28 juin 2000 ils ont introduit le recours contentieux enregistré au greffe de la Cour le 11 août 2000 et dans les délais prescrits par cette même ordonnance ;

Que par conséquent il y a lieu de déclarer recevable leur recours ;

Au fond

Considérant que les requérants soutiennent n'avoir jamais été associés de quelque manière à une négociation préalable à la décision de l'Administration objet du présent recours ;



Qu'ainsi le préfet des départements du Zou et des Collines a violé les règles régissant l'expropriation pour cause d'utilité publique en prenant l'arrêté en cause ;

Considérant que le préfet des départements du Zou et des Collines, malgré la mise en demeure qui lui a été adressée aux fins des observations de l'Administration, ne s'est pas manifesté ;

Que l'article 70 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 dispose à cet effet : « si la mise en demeure reste sans effet la chambre administrative statue.

Dans ce cas, si c'est le demandeur qui n'a pas observé le délai, il est réputé s'être désisté et l'affaire est classée ; si c'est l'administration, elle est réputée avoir acquiescé aux faits tels qu'exposés dans la requête. » ;

Qu'il y a donc lieu de conclure que l'administration préfectorale des départements du Zou et des Collines a acquiescé aux faits tels qu'exposés par les requérants ;

Considérant qu'en droit public l'occupation des terres par l'Etat, qu'il s'agisse de son domaine public ou privé est régie par la loi, en l'occurrence par le décret du 25 novembre 1930 modifié par celui du 24 août 1933 et le décret n° 49-186 du 09 février 1949 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en AOF ;

Considérant que ces différents textes prévoient les cas et les conditions d'expropriation ainsi que les règles de la procédure de la phase préparatoire de déclaration d'utilité publique ;

Considérant que l'arrêté attaqué est intitulé "arrêté préfectoral Portant déclaration d'utilité publique d'une parcelle de terrain sise à Covè" ;

Considérant que la mesure de déclaration d'utilité publique qui précède la décision d'expropriation, aux termes des dispositions du décret du 25 novembre 1930 modifié par celui du 24 août 1933 et le décret n° 49-186 de 09 février 1949 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en AOF, ne peut être prise sans enquête préalable effectuée en présence des propriétaires et des riverains présumés ;



[Signature]

[Signature]

Considérant que des pièces produites au dossier notamment le procès verbal d'une réunion tenue le 28 octobre 1996 à la sous-préfecture de Covè aux fins de la sensibilisation des présumés propriétaires terriens de la zone concernée par la mesure d'expropriation, il apparaît que feu DAGBA Hubert auteur des requérants aurait été représenté à cette réunion par monsieur LOKOSSOU Calixte ;

Considérant que les requérants ne reconnaissent pas avoir donné mandat à quelqu'un pour les représenter à cette opération intervenue après le décès de leur père ;

Que la représentation de feu Hubert Dagba ou de ses ayant droits à cette réunion par le nommé Lokossou Calixte n'étant pas justifiée par l'administration préfectorale du Zou, le caractère contradictoire que doit revêtir l'enquête préalable comme l'imposent les textes ci-dessus visés n'a pas été respectés à l'égard des requérants avant la prise de l'arrêté déclarant d'utilité publique leur domaine ;

Considérant par ailleurs que malgré l'énoncé de l'article 1^{er} de l'arrêté attaqué qui précise qu'il s'agit d'une déclaration d'utilité publique du domaine, l'administration a procédé aussitôt à une dépossession des propriétaires dudit domaine en l'affectant à la sous-préfecture de Covè pour abriter le cimetière municipal ainsi que le dispose l'article 2 de l'arrêté contesté ;

Considérant qu'il s'induit de tout ce qui précède que le préfet des départements du Zou et des Collines n'a nullement respecté les conditions exigées par la loi afin de parvenir à une expropriation pour cause d'utilité publique ;

Que par conséquent l'arrêté attaqué est entaché d'un excès de pouvoir de la part du préfet et doit être annulé ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le recours des requérants contre l'arrêté n° 4/351/SG-SAD du 4 novembre 1996 par laquelle le préfet du département du Zou a déclaré d'utilité publique leur domaine sis à Adogbé dans la sous-préfecture de Covè et les en a dépossédé est recevable.




Article 2 : Ledit arrêté est annulé

Article 3 : Les frais sont mis à la charge du Trésor Public.

Article 4 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (chambre administrative) composée de :

Jérôme O. ASSOGBA, Conseiller de la chambre administrative,

PRESIDENT ;

Eliane R. G. PADONOU
et

Etienne FIFATIN

CONSEILLERS

Et prononcé à l'audience publique du jeudi huit novembre deux mille sept, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Lucien Aristide DEGUENON,
MINISTERE PUBLIC ;

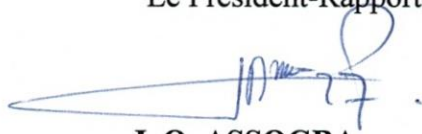
Geneviève GBEDO,

GREFFIER ;

Ont signé

Le Président-Rapporteur,

Le greffier,



J. O. ASSOGBA.-



G. GBEDO.-



10-1

10-1

